20261026 Tribune de Lyon

https://tribunedelyon.fr/societe/280-femmes-enfants-place-de-milan-demandent-lieu-sur-lyon/

Les 280 femmes et enfants de la place de Milan demandent un « lieu sûr » à la mairie de Lyon

La rédaction

Des dizaines de tentes ont été installées devant l'Hôtel de Ville de Lyon, en protestation face à la menace d'expulsion des familles de la place de Milan.



280 femmes et enfants vivent depuis mars 2026 place de Milan, sous la menace d'une expulsion depuis la rentrée par la Métropole. © Matthieu Dufour

Une dizaine de femmes vivant place de Milan (Lyon 3e) ont manifesté ce lundi 26 octobre devant l'Hôtel de Ville de Lyon. Autour d'elles, de nombreux militants, et des tentes de camping installées sur toute la place de la Comédie (Lyon 1er).

Lire aussi : Place de Milan : la mobilisation continue après l'annonce de l'expulsion de 280 personnes et la fermeture des Stations

Anaïs Roy, du collectif Solidarité Femmes à la Rue, rit jaune. *« Tout est dégueulasse dans cette histoire »*, soupire-t-elle. Depuis mars 2026, 200 femmes et 80 enfants occupent un immeuble place de Milan.

Propriété de la Métropole, celle-ci a obtenu l'expulsion des familles. Expulsion toujours valable, malgré l'appel du collectif qui sera examiné le 14 décembre prochain.

Les femmes interpellent la mairie

Une habitante du bâtiment prend la parole au mégaphone, devant les passants interrogés par le dispositif. *« La Métropole nous laisse sans proposition d'hébergement »*, explique-t-elle. Les femmes demandent à la mairie de Lyon *« l'ouverture d'un gymnase »* pour les accueillir. *« Ne nous remettez pas à la rue, mettez-nous à l'abri »*, scandent-elles.

Mais la question du collectif est de rester vivre dans ces logements. *« La Métropole n'a pas de projet. On va envoyer des femmes à la rue pour laisser un bâtiment vide »*, s'insurge Anaïs Roy. Surtout, défend la militante, *« l'immeuble a été aménagé et sécurisé »*.

Dans l'attente de l'appel du jugement, et sous la menace perpétuelle d'expulsion, le collectif souhaite discuter avec la mairie. *« Nous avions déjà échangé avec Bruno Couturier* (adjoint aux solidarités à la Ville de Lyon, NDLR) *»*, souligne Anaïs Roy.

Matthieu Dufour